

MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Déc
2017

ILES GRECQUES ; LESVOS, CENTRES DE TRI DES RÉFUGIÉS EN LUTTE

Depuis juillet, la situation est extrêmement tendue dans le camp de Moria sur l'île de Lesbos : les réfugié-es s'y organisent pour dénoncer les conditions déshumanisantes et demandent la liberté de circulation vers le continent, après 6 mois coincé-es sur l'île.

Les affrontements avec la police anti-émeute sont fréquents et très violents. Ils donnent lieu à des arrestations, ac-cusations de crimes disproportionnés, trans-ferts vers les prisons d'Athènes et menaces d'exclusion du droit à la protection internationale.

Récemment, des manifs se sont organisées à Mytilène, une grève de la faim a débuté depuis, et la mairie appelle à la grève générale.

Plus d'infos :

cevennessansfrontieres.noblogs.org

Rapports sur : <https://www.amnesty.org>

Vidéos : <https://vimeo.com/22677179>



ALGÉRIE : L'EUROPE EXTERNALISE SES FRONTIÈRES ET SON RACISME

Depuis la fin du mois de septembre des milliers de migrant.e.s subsaharien.nes ont été arrêté.es et déporté.es vers le Niger.

En effet, le 22.09 plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées puis détenues dans des conditions déplorables (ni lit, ni couverture, ni eau, ni communication avec l'extérieur). Le même jour, les déportations ont commencé vers le Niger (Agadez), vers le sud de l'Algérie (Taman-rasset), ou dans le désert avant de traquer les personnes pour empêcher tout retour en Algérie. Les rafles ont continué tout le mois d'octobre et concernent plusieurs milliers de personnes noires.

Délit de faciès

Les arrestations étaient uniquement au faciès, sans même contrôler les papiers des personnes.

En effet de nombreuses personnes expulsées étaient en situation régulière sur le territoire algérien, certaines avaient le statut de réfugié.

Dans le même temps, le ministre des transports interdisait l'accès aux transports en commun à toute personne présumée irrégulière. Les chauffeur.se.s ne se pliant pas aux contrôles à l'entrée du bus se sont vus retirer leur autorisation de travail.

L'Europe se lave et se frotte les mains

Toute cette répression est le résultat direct des différentes pressions européennes sur les pays dits « de transit » : accords bilatéraux, chantage à la coopération pour empêcher les migrations vers l'Europe. La coopération a d'ailleurs été relancée cet été avec la promesse de l'Europe de 200M d' pour "soutenir la diversification de l'économie algérienne".

L'Europe externalise ses violences? Multiplions nos luttes!

AGENDA

Depuis Novembre à Grenoble, Lyon et Nantes:
Occupation d'amphis par des étudiant.e.s et des personnes sans papiers pour réclamer des solutions de logements pérennes

10/12 à Marseille (13h métro Bougainville):
Marche solidaire "Stop Dublin, Stop Expulsions"

16/12 à Menton:
Manifestation pour la liberté de circulation et d'installation
départ bus de grenoble à 6h30 gare routière
+ d'infos et réservation: www.ciip.fr

18/12 à Grenoble à 12h30 Place de Verdun:
Rassemblement sous forme de campement temporaire pour dénoncer la politique migratoire de l'Etat et réclamer un hébergement pour toutes et tous

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Déc
2017

LA LIBYE N'EST QUE LE GEÔLIER DE LA PRISON CONSTRUITE PAR L'EUROPE !

La France et l'Europe ont détruit la Libye !

En 2011, l'OTAN a attaqué la Libye, assassiné Khadafi, et armé différentes milices, officiellement au nom de la « démocratie », plongeant le pays dans une guerre civile! Cette guerre impérialiste avait surtout pour but de mettre la main sur les gisements pétroliers en Libye. La France (via TOTAL) et l'Italie (via l'ENI) pillent depuis une grosse partie des ressources pétrolières.

Personnes exilées coincées en Libye : Les conséquences des politiques migratoires européennes !

Depuis plusieurs années, l'Europe ferme ses frontières extérieures pour empêcher les exilés de parvenir sur son territoire. En juillet, l'UE a débloqué 46 millions d'euros pour les autorités libyennes pour bloquer les exilé.e.s. Elle entraîne et finance les gardes-côtes libyens et soutient les camps où les exilé.e.s sont retenu.e.s jusqu'à leur expulsion dans leur pays d'origine.

Le ministre de l'intérieur italien est accusé d'avoir passé un accord financier avec le chef de milice A. Dabbashi pour qu'il mette fin à ses activités de passeur, ce qui a accru la guerre civile dans la région de Sabratha.

En août, l'Italie a décidé de lancer une opération militaire dans les eaux libyennes en soutien aux gardes-côtes. Dans le même temps, l'Italie a mis en place un « code de conduite » pour limiter les actions de sauvetage en mer des ONG...

LE TRI SÉLECTIF DES RÉFUGIÉ.E.S : TOUJOURS PLUS LOIN DE L'EUROPE

L'Office français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA) fait des missions dans les pays dits « de transit » pour choisir de potentiels candidats à l'asile, à partir de listes faites par le HCR*. Les personnes déboutées peuvent être expulsées dans leur pays d'origine par l'OIM**. 2 missions ont déjà eu lieu au Tchad et au Niger (Oct.17).

Voilà une nouvelle façon de piétiner le droit d'asile : empêcher l'accès au pays choisi par les exilé.e.s pour y trouver refuge, c'est du refoulement; réduire l'accès à la procédure à ceux que le HCR a déjà

Mi-novembre, la CNN montre une vidéo d'une vente d'esclaves en Libye. Cela déclenche une fausse indignation hypocrite de la part des politicards européens, comme si cela pouvait les surprendre...

Pourtant, en août, un rapport de l'ONU sur la Libye dit :

« Les migrants sont soumis par des contrebandiers, des trafiquants, des membres de groupes armés et des forces de sécurité à d'extrêmes violences, à des tortures et autres sévices, au travail forcé, à des atteintes arbitraires aux libertés, au viol, et à d'autres violences et crimes sexuels. En avril 2017, l'Organisation internationale des migrants a dénoncé les marchés d'esclaves en Libye. »

La présidente de Médecins sans frontières avait demandé en septembre, aux gouvernements européens "Dans leurs efforts pour endiguer le flux migratoire, les

gouvernements européens seront-ils prêts à assumer le prix du viol, de la torture, et de l'esclavage ?".

Le 18/11 à Paris, 6000 personnes ont manifesté pour s'opposer à l'esclavage en Libye. La manif s'est rapidement fait attaquer par la police (gazages et matraquages).

D'autres rassemblements et manif ont eu lieu depuis dans d'autres villes, s'opposant aussi à l'impérialisme et au néo-colonialisme européen.



sélectionné.e.s, c'est dénier ce droit inconditionnel et réduire l'asile aux situations de guerre. Après l'immigration choisie, c'est l'asile choisi ?

D'autres missions sont prévues en Turquie, Jordanie et Liban.

Tandis que le Rwanda annonce pouvoir accueillir 30.000 personnes rapatriées de Libye, la France prévoit (suite à la mission de l'OFPRA au Niger) d'en accueillir 25 d'ici janvier!!

* Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies

** Organisation Internationale pour les migrations

Rétention : le grand n'importe quoi !

Brève

La Cimade dénonce la mise en rétention de plus de 100 personnes en 15 jours au CRA de Toulouse : "Le Ministère de l'Intérieur perd son sang-froid et les préfetures se sont lancées dans une fuite en avant dont on ne perçoit ni le sens ni la finalité. Tout le monde passe à la moulinette de la rétention sans discernement : demandeurs d'asiles, femmes victimes de violences, mineurs, familles avec enfants en bas-âge, et même personnes en séjour régulier !"